

Questions orales

DORCHESTER—LES RAPPORTS RELATIFS À LA RÉMUNÉRATION PAR LA PROVINCE DE GARDIENS SPÉCIAUX POUR HUTCHISON ET AMBROSE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Paul Dick (Lanark-Renfrew-Carleton): Une dernière question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le solliciteur général pourrait-il confirmer que sept gardiens ont été libérés de leurs fonctions habituelles pour assurer la sécurité dans l'aile où sont détenus Ambrose et Hutchison, qu'ils sont rémunérés par la province en vertu d'une entente spéciale, mais que depuis qu'ils ne font plus partie de leur contingent habituel, ce dernier compte sept gardiens en moins à son effectif et qu'au 1^{er} juillet deux postes étaient supprimés par le service pénitentiaire de sorte qu'il manque sept postes cette fin de semaine, qui est une fin de semaine cruciale?

L'hon. Warren Allmand (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas ces renseignements. On m'apprend toutefois que la situation est redevenue normale au pénitencier de Dorchester. Le député ne se trompe pas en disant que Ambrose et Hutchison étaient gardés par des employés provinciaux. Ordinairement, les détenus en instance d'exécution sont gardés dans des prisons provinciales. En raison des problèmes particuliers liés à la sécurité au Nouveau-Brunswick et dû au fait qu'il n'y avait aucun établissement convenant, selon les autorités, à ces détenus, ils ont conclu une entente spéciale avec nous pour que ces deux messieurs soit détenus au pénitencier de Dorchester en attendant l'issue de leur appel.

* * *

L'INDUSTRIE

LA BELLEDUNE FERTILIZER CORPORATION—LE LICENCIEMENT IMMINENT DES EMPLOYÉS—LES MESURES ENVISAGÉES

M. Maurice Harquail (Restigouche): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre suppléant. Étant donné que le groupe Noranda projette de fermer sous peu les portes de sa filiale, la Belledune Fertilizer Corporation, je me demande si le premier ministre suppléant ne pourrait pas étudier le problème avec le ministre de l'Industrie et du Commerce ainsi que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et entamer des pourparlers afin de voir si l'on ne pourrait pas trouver une solution qui permette d'éviter le licenciement d'environ 200 personnes dans ce secteur qui est déjà touché par un taux de chômage élevé?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Je suis disposé à le faire, monsieur l'Orateur.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LES MESURES ENVISAGÉES PAR LE GOUVERNEMENT POUR LA PÉRIODE CONSÉCUTIVE À LA LEVÉE DE LA RÉGLEMENTATION

M. Andrew Hogan (Cape Breton-East Richmond): Monsieur l'Orateur, en l'absence du premier ministre, je vais poser ma question à son suppléant. Le président du Conseil économique du Canada est censé avoir dit récemment qu'il croyait, comme l'a affirmé le congrès du Travail du Canada, que, et je cite: «un système de planification nationale, sociale et économique est indispensable» pour le Canada. Le premier ministre suppléant partage-t-il le point de vue de M. Raynauld et dans l'affirmative peut-on compter que le gouvernement nous présente des documents

[M. Allmand.]

exprimant sa prise de position dans ce domaine de sa politique dès que les malheureuses mesures actuelles de réglementation n'auront plus cours?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, le gouvernement accorde une grande priorité à la politique qu'il devra adopter lorsque le programme de lutte contre l'inflation arrivera à son terme. Il a déjà eu des pourparlers avec les intéressés, parmi lesquels les chefs syndicaux, le Conseil économique et divers organismes. Pourtant le problème est d'une telle complexité qu'il ne nous sera pas possible de soumettre ces plans à la Chambre avant l'ajournement de cet été. Nous espérons, toutefois, que dans le discours du Trône, le gouvernement jettera quelque lumière sur la position qu'il entend adopter.

● (1150)

M. Hogan: Monsieur l'Orateur, j'aimerais obtenir une confirmation du premier ministre suppléant. Comme le Canada connaît un taux de chômage très élevé, le deuxième plus élevé dans le monde occidental après les États-Unis, et le taux de croissance par tête le plus faible de tout pays occidental, le ministre confirmera-t-il que ce mécanisme de planification que préconise M. Raynauld fera partie du discours du trône?

* * *

LES PÊCHERIES

DEMANDE DE MAINTIEN DU SERVICE DE SURVEILLANCE DES RIVIÈRES À SAUMON DE TERRE-NEUVE

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre de l'Environnement et des Pêches, je poserai ma question au secrétaire parlementaire. Comme des gardes-pêche patrouillant nos rivières à saumon reçoivent des avis de licenciement ce mois-ci et que la saison du saumon ne se termine pas avant le 15 septembre, le ministre est-il au courant de l'urgence qui existe et quelles mesures le ministère des Pêches prend-il pour prolonger la période d'emploi des gardes-pêche pour que nos rivières à saumon ne risquent pas d'être dégarnies de leurs stocks de saumon, en offrant un paradis aux braconniers?

M. George Baker (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement et du ministre des Pêcheries): Monsieur l'Orateur, je puis confirmer que nous avons reçu plusieurs instances à ce sujet et aussi confirmer que des avis de cessation d'emploi ont été envoyés, je crois, pour le 24 du mois courant et le 15 du mois prochain. Je puis aussi assurer au député que nous sommes en train de revoir la question.

DEMANDE D'AMÉLIORATION DU SERVICE DE PRÉVISIONS MÉTÉOROLOGIQUES POUR LA PROTECTION DES PÊCHEURS

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): Monsieur l'Orateur, une autre question ayant trait à une autre situation dangereuse: les pêcheurs courent un danger et le risquent de perdre du matériel, à cause du temps qui s'écoule entre le moment où les prévisions météorologiques sont établies et le moment où ils en sont informés. Le secrétaire parlementaire a-t-il des renseignements à nous fournir concernant l'amélioration du système de prévisions du temps et une expansion du programme, et que fait-on pour surmonter cette situation?